L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER EN ALGERIE: ETAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

Hocine HASSANI, Doctorant, ENSSEA

Résumé: Au cours des trois dernières décennies, l'attitude de nombreux pays à l'égard de l'IDE s'est progressivement modifiée. En effet, après avoir évité cet investissement, les pays en voie de développement commencent à partir des années 1990 à déployer beaucoup d'efforts pour attirer l'IDE. Ce travail se propose de répondre aux questions suivantes : Pourquoi tous les pays ou presque rivalisent-ils entre eux pour attirer autant que possible d'IDE? Ces derniers sont ils toujours bénéfiques pour les pays hôtes? Quels sont les obstacles qui risquent d'empêcher la pérennisation des IDE en Algérie? Comment l'Algérie peut-elle maximiser les avantages de l'IDE?

Mots-clés: Investissement direct étranger (IDE), les firmes multinationales, croissance économique, climat des affaires, compétitivité, délocalisation, attractivité.

Introduction :

La majorité des nations en voie de développement, se trouvent confrontées aux difficultés du financement de leur activité économique, celles-ci expriment des besoins multiples concernant les fonds que ce soient nationaux ou étrangers, publics ou privés afin de subvenir à l'acquittement du déficit commercial de la balance des paiements d'une part, et en vue de garnir l'écart entre l'épargne et l'investissement vitales au développement, d'autre part et puisque la requête des créances internationales sont pour la majorité de ces Etats bornés par le niveau de leur emprunt, l'IDE se découvre comme alternative non créatrice de dette. En conséquence, à l'égard de la crise des années 80, l'IDE n'a rompu de captiver la vigilance des ordonnateurs, en procédant entièrement au retrait de la théorie antagonique à l'IDE. En effet, au cours des années 1960 et 1970, l'IDE était scruté avec énormément de perplexité et de suspicion, sur des épreuves d'ordre politique beaucoup de pays voyaient l'IDE comme une dissuasion tangible et un facteur de suprématie en mesure de porter atteinte à la souveraineté nationale.

Néanmoins présentement, la masse des Etats concourent en vue de fournir un milieu séduisant en matière de code des investissements stimulant, la libéralisation interne et externe, la politique de privatisation, les politiques économiques et les conditions de production les plus attractives.

On peut même dire que la portée positive de l'IDE sur la croissance économique est quasiment transformée en conventionnelle puisque une masse d'organismes internationaux et des économistes augurent l'IDE comme une qualité de thérapeutique prodige pour les "embarras chroniques" des Etats en voie de développement, parce que l'intérêt accentué à l'IDE dans ces nations est couvert par d'abondantes perspectives.

Prenant en considération ces réalités, cet essai se tend à riposter aux interrogations suivantes:

- 1- Pourquoi tous les États concourent-ils entre eux pour attirer autant que possible d'IDE?
- 2- L'IDE est-il toujours bénéfique pour les États hôtes?
- 3- Quels sont les obstacles qui risquent d'empêcher la pérennisation des IDE en Algérie?
- 4- Comment l'Algérie peut-elle maximiser les avantages de l'IDE

I. Notions élémentaires de l'investissement direct étranger (IDE) :

I.1 Définition de l'IDE

Pour le Fonds Monétaire International, l'IDE est toute opération de prise de participation supérieure ou égale à 10% au-delà des frontières nationales à travers la création d'entreprises, la prise de participation, les bénéfices investis et les emprunts entre filiales.

Pour l'OCDE, l'IDE est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt et une influence significative dans la gestion d'une entité dans un autre Etat. Cette opération peut consister en la création d'une entreprise entièrement nouvelle c'est-à-dire investissement de création ou, fréquemment, à convertir le statut de propriété des entreprises existantes (en recourant aux fusions et d'acquisitions).

Selon la commission européenne (CE), l'IDE est la mise en place ou l'acquisition d'actifs générateurs de revenus dans un Etat étranger et, sur lesquels, l'entreprise qui investit détient un contrôle.

I.2 Définition de la FMN :

Pour *Josette Peyrard*, une firme multinationale est un ensemble de sociétés de différentes nationalités, juridiquement autonomes, contrôlées par une société mère ou société holding.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) définit les FMN comme des grandes entreprises transnationales qui possèdent ou contrôlent des infrastructures de production ou de services à l'extérieur de l'Etat dans lequel elles sont basées.

I.3 Croissance de l'IDE dans le monde :

Selon le rapport 2006 sur l'investissement dans le monde établi par la CNUCED, l'investissement direct étranger a augmenté en 2005 pour la deuxième année consécutive. Ce phénomène se manifeste à l'échelle mondiale. Les entrées d'investissement direct étranger (IDE) ont été considérables en 2005. Elles ont augmenté de 29%, pour atteindre 916 milliards de dollars, après avoir déjà progressé de 27% en 2004. L'IDE a connu un accroissement dans toutes les principales sous-régions, atteignant dans certaines parmi elles des paliers inédits dans 126 des 200 Etats et territoires examinés par la CNUCED. Cela étant, les entrées mondiales d'IDE sont restées nettement en dessous du niveau record de 1 400 milliards de dollars de l'année 2000.

Tableau n° 1: Répartition régionale des entrées d'IDE 1994-2005
(En 10⁹ dollars et en pourcentage)

Région/pays	Entrée d'IDE (en 10 ⁹ dollars)						
	1994-1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Pays développés	373.9	1133.7	599.3	441.2	358.5	396.1	542.3
Europe	220.4	721.6	393.1	314.2	274.1	217.7	433.6
Union Européenne	210.3	696.1	382.0	307.1	253.7	213.7	421.9
Japon	3.4	8.3	6.2	9.2	6.3	7.8	2.8
Etats-Unis	124.9	341.0	159.5	74.5	53.1	122.4	99.4
Autres pays développés	25.1	89.7	40.4	43.4	25.0	48.3	6.5
Pays en développement	166.4	266.8	221.4	163.6	175.1	275.0	334.3
Afrique	8.4	9.6	19.9	13.0	18.5	17.2	30.7
Amérique latine et Caraïbes	65.2	109.0	89.4	54.3	46.1	100.5	103.7
Asie-Océanie	92.9	148.3	112.2	96.2	110.5	157.3	200.0
Asie	92.4	148.0	112.0	96.1	110.1	156.6	199.6
Asie occidentale	3.1	3.5	7.2	6.0	12.3	18.6	34.5
Asie de l'Est	58.5	116.3	78.8	67.4	72.2	105.1	118.2
Chine	40.7	40.7	46.9	52.7	53.5	60.6	72.4
Asie du Sud	3.4	4.7	6.4	7.0	5.7	7.3	9.8
Asie du Sud-est	27.4	23.5	19.6	15.8	19.9	25.7	37.1
Océanie	0.5	0.3	0.1	0.1	0.4	0.7	0.4
Europe du Sud-est et CEI	7.8	9.1	11.5	12.9	24.2	39.6	39.7
Europe du Sud-est	2.2	3.6	4.2	3.9	8.5	13.3	12.4
CEI	5.6	5.4	7.3	9.0	15.7	26.3	27.2
Monde	548.1	1409.6	832.2	617.7	557.9	710.6	916.03
Part dans les flux mondiaux d'IDE (en pourcentage)							
	1994-1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Pays développés	68.2	80.5	72.0	71.4	64.3	55.7	59.2
Pays en développement	30.4	18.9	26.6	26.5	31.4	38.7	36.5
Europe du Sud-est et CEI	1.4	0.6	1.4	2.5	4.3	5.6	4.3

Source: CNUCED, World Investment Report 2006.

II. Impact de l'IDE sur l'économie des pays d'accueils :

Les gouvernements jouent un rôle important sur le développement et la promotion des activités de l'IDE. Ils présentent nombre de stimulants financiers et non financiers pour attirer les IDE dans leurs Etats, couramment en compétition avec les pays limitrophes. Il est alors possible de souligner que la méfiance des gouvernements des pays hôtes envers des firmes étrangères qui prévalait dans les années 70 et 80 a néanmoins laissé progressivement la place à des stratégies destinées à les captiver.

Tableau n° 2 : Modifications apportées aux régimes nationaux d'investissement, 1992-2005

Indicateurs	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Nombre de pays ayant modifié le régime d'investissement	43	57	49	64	65	76	60	63	69	71	70	82	102	932
Nombre de modifications	77	100	110	112	114	150	145	139	150	207	246	242	270	205
Plus favorable à l'IDE	77	99	108	106	98	134	136	130	147	193	234	218	234	164
Moins favorable à l'IDE		1	2	6	16	16	9	9	3	14	12	24	36	41

Source: CNUCED, World Investment Report 2006.

L'interrogation maintenant est de savoir pourquoi tous les Etats ou quasiment concourent-ils entre eux pour captiver le maximum réalisable d'IDE ? Celui-ci est il toujours profitable pour les Etats hôtes ?

L'examen des répercussions des IDE fait résulter deux principaux courants de pensée, dont les essentielles particularités peuvent être succinctement rappelées ici. Suivant la théorie néo-classique, les flux d'IDE concordent à une adéquation des firmes aux conditions des marchés nationaux et internationaux, en termes de coûts des facteurs résultant des dotations factorielles. Les fonds devraient donc aller des Etats où ils sont prospères vers ceux où ils sont rares, car dans ces derniers, les productivités des nouveaux investissements devraient être plus éminentes.

II.1 Les impacts positifs :

L'IDE est transformé en une source essentielle de financement extérieur privé pour les pays en développement. Contrairement à des autres grands types de flux de fonds privés extérieurs, il est motivé notamment par

la perspective des profits à long terme que les investisseurs espèrent réaliser dans des activités de production qu'ils gèrent directement. Les prêts bancaires étrangers et les investissements de portefeuille, qui sont sensibles à une variété de facteurs à l'image du taux d'intérêt, et enclins à un comportement orthodoxe, ne servent pas à financer des activités gérées par les banques ou les investisseurs, généralement à la recherche de profits à court terme.

L'attitude des flux de prêts bancaires et d'investissements de portefeuille, d'une part ; et des flux d'IDE, d'autre part, à destination des pays d'Asie touchés par la tourmente financière de 1997 fait ressortir cette différence : cette année-là, les flux d'IDE vers les cinq pays les plus affectés sont demeurés positifs et n'ont que légèrement glissé pour l'ensemble du groupe, alors que les flux de prêts bancaires et d'investissements de portefeuille diminuaient soudainement, voire devenaient négatifs.

II.1.1 L'IDE et la croissance économique :

Aujourd'hui, les économistes tendent à reconnaître une portée globale positive des IDE sur la croissance des pays en développement mais avec des nuances habituellement sérieuses. Comment comparer l'Inde, dont le taux de croissance est supérieur à 5 % avec une maigre existence d'IDE, et l'Angola, où l'importance des IDE fonctionne identiquement avec une croissance négative, la Malaisie et la Chine, où les IDE vont de pair avec la croissance.

L'impact des IDE sur la croissance sera dépendant des interactions qui se développeront (ou non) avec les variables suivantes, choisies en raison de leur importance dans le cas des pays en développement : le développement humain, l'investissement national, la politique commerciale et la réduction de la pauvreté.

II.1.2 L'IDE et le développement des ressources humaines :

Dans le cas des pays en voie de développement, le transfert de savoir-faire technique et des techniques de management est utilisé pour améliorer la qualité du travail local, la gestion et les systèmes d'éducation et de formation. Cette amélioration permet aux pays en développement de rattraper leur retard sur le développement économique des pays industriels.

Ce fut particulièrement important dans le cas du développement rapide des économies de Taiwan, de la Corée du Sud et de Hongkong, qui sont désormais considérées, compte tenu de leur importante capacité d'exportation, comme les pays nouvellement industrialisés ayant la croissance la plus rapide. L'éducation, les activités de formation, le

payement des salaires, ont été considérés comme les principaux mécanismes à travers lesquels l'IDE contribue à l'accumulation du capital humain.

II.1.3 Autres effets positifs:

- ✓ Transfert de technologie sous la forme de savoir faire technique, de techniques de management et de techniques de marketing. Il en résulte une externalisation de certains coûts, et des retombées positives bénéfiques aux entreprises locales et même à certaines branches du secteur public ;
- ✓ L'un des moyens les plus efficaces pour réduire la puissance monopolistique des entreprises locales et de stimuler la concurrence nationale tout en encourageant l'entrepreneuriat, est l'attraction des FMN dans le pays en s'assurant que leur entrée sur le marché ne se fasse pas par le biais de fusions-acquisitions qui pourraient avoir un effet contraire à celui escompté. C'est l'une des principales idées à l'origine des programmes de privatisation et de déréglementation entrepris par les gouvernements à travers le monde.

II.2 Les impacts négatifs des IDE:

- ✓ La présence des firmes multinationales est parfois perçue comme un sinistre menaçant la souveraineté du pays d'accueil. C'est un argument particulièrement valide dans le cas des pays en développement qui sont souvent considérés comme vulnérables face à la puissance et à l'influence mondiale des FMN.;
- ✓ La technologie apportée par une firme multinationale peut être insuffisante ou inadaptée aux besoins du pays d'accueil. Les méthodes de production basées sur une technologie moderne et sophistiquée ; à titre d'illustration, les méthodes pour les quelques pays d'accueil peut ne pas avoir de main-d'œuvre ou d'industries de soutien suffisamment compétentes peuvent nécessiter un système de production intensif en capital qui peut ne pas déboucher sur une création d'emplois aussi massive que le gouvernement aurait pu le souhaiter.

III : L'IDE en Algérie, réalités et visions :

L'évolution de passage d'un système économique concentré sur une économie de marché a prescrit au gouvernement algérien, dès le début des années 90, une politique de réformes structurelles qui a rendu réalisable le rétablissement des équilibres macroéconomiques et la libéralisation de l'économie. Ces réformes ont permis d'améliorer quelques performances en termes de croissance du produit intérieur brut (PIB) et le développement

d'un secteur privé plus actif, entraînant par conséquent un plus grand flux entrant d'investissements directs étrangers (IDE). En conséquence, en 2002, l'Algérie s'est classé premier Etat hôte d'IDE au Maghreb et troisième en Afrique.

III.1 l'évolution des IDE en Algérie

Les investissements directs étrangers en Algérie ont connu un processus tranché. Deux grandes phases marquent le progrès des IDE en Algérie : de 1970 à 1994, d'une part ; et depuis 1995 à ce jour, d'autre part.

L'attractivité de ce secteur s'est renforcée successivement aux chocs et contrechocs pétroliers des années 70 et 80. L'accroissement du prix du pétrole et l'interdiction imposée aux grands groupes pétroliers de disposer des champs pétrolifères ont rendu énormément plus attirants les investissements dans les infrastructures pétrolières et gazières et autorisé par la même circonstance l'atténuation de la carence de ressources financières essentielles pour l'entretien et la mise à niveau de celles-ci.

Tableau n° 3: évolution des montants d'IDE vers la région MEDA

(En millions de dollars)

Flux d'IDE	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Algérie	260	501	507	438	1196	1065	634	882	1081	3000
Chypre	491	264	685	804	652	297	891	1079	1166	n.a
Egypte	887	1065	2919	1235	510	647	237	2157	5376	5300
Israël	1628	1760	2889	4392	3044	1648	3745	1619	5587	13200
Jordanie	364	310	158	787	100	56	436	651	1532	1500
Liban	150	200	250	298	249	257	2860	1899	2573	1000
Maroc	1188	417	1376	423	2808	428	2429	1070	2933	2897
A. Palestine	149	58	19	76	51	41	n.a	3	n.a	n.a
Syrie	80	82	263	270	205	225	180	275	500	2000
Tunisie	365	668	368	779	486	821	584	639	782	3312
Turquie	805	940	783	982	3266	1037	1752	2837	9681 1	7100

Source: CNUCED, World Investment Report 2006.

III.2 Les aubaines de l'Algérie quant aux investissements directs étrangers :

III.2.1 Des équilibres macroéconomiques favorables :

C'est dans cette nouvelle disposition économique en constante amélioration, déterminée par des finances publiques saines, des stabilités macroéconomiques reconquises, une proportion d'endettement favorable et une volonté forte de mutation du système économique, que les derniers investissements étrangers se sont accomplis en Algérie.

S'agissant de la croissance : l'Algérie ne cesse de bénéficier de la détermination des marchés pétroliers mondiaux. Sa performance est solide, affichant une vigoureuse croissance et des surplus budgétaires et extérieurs abondants.

Tableau n° 4 : Le taux de croissance du PIB

(En pourcentage %)

Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Taux	6.8	5.1	5.2	5.5	5.8	4.6	5.0

Source: CNUCED, World Investment Report 2006.

L'inflation a été éminemment maîtrisée, passant de 29,7 % en l'année 1995 à 1,4 % en l'année 2002.

De leur côté, les indispensables indicateurs d'endettement extérieur se sont véritablement améliorés depuis l'année 2000. L'encours de la dette extérieure (en pourcentage du PIB) a décru, passant de 46.1% fin 1999 à 15% en 2005, l'encours de la dette extérieure proportionnellement aux recettes en devises du pays se manifestant par les exportations en biens et services a été fractionné approximativement par 6, se situant à 0.34% en 2005 en raison de la montée rapide du prix des hydrocarbures. La dette extérieure serait à la fin de l'année 2006 de 4.9 milliards de dollars, soit 4.3% du PIB.

III.2.2 Libéralisation et réforme de l'économie

La politique des réformes amorcée par l'Algérie depuis le début des années 90 a pour but un bouleversement profond de l'économie, avec la définition d'un cadre juridique nouveau au profit de l'économie de marché, des mesures de stabilisation macroéconomique, et des plans de restructuration sectorielle afin d'intégrer l'économie algérienne dans l'économie mondiale. Selon les experts de la CNUCED, les bons résultats réalisés récemment par l'Algérie en ce qui concerne les flux entrants d'IDE

réaffirment un sensible progrès de l'environnement économique national. En vue de réformer sa séduction et de jouir des flux renforcés de l'IDE, le gouvernement algérien s'est engagé, à partir des années 90, dans une série de réformes structurelles, tendant à garantir le raffermissement macroéconomique et la libéralisation du commerce extérieur.

III.2.3 Abondance des ressources naturelles :

La disponibilité des ressources naturelles représente un atout majeur pour l'économie nationale qui devrait pouvoir jouer un rôle géostratégique dans la région. En conséquence, l'Algérie est un gros exportateur d'hydrocarbures (pétrole et gaz). C'est le quatorzième exportateur de pétrole du monde et il procure près de 20 % du gaz naturel de l'Europe. En 2004, la production pétrolière était de 1,9 million de barils/jour, et la production commercialisée de gaz se comptait à 225 millions de mètres cubes/jour, soit environ 3 % de la production mondiale.

III.2.4 L'Algérie : un grand marché, à proximité des grands marchés potentiels :

Comparativement à ses voisins du Maghreb, l'Algérie jouit de beaucoup de potentialités auprès des entreprises captivées par la région d'un marché plus large, parce que l'entrée et la taille du marché intérieur sont des éléments décisifs dans la prise de décision d'investir sur place. Les entreprises installées en Algérie jugent la taille du marché intérieur aussi plus importante qu'elles ne le pensaient avant leur installation.

III.2.5 Certification d'un Accord d'association avec l'Union européenne (AAUE):

L'AAUE s'inscrit dans la foulée des efforts accrus de l'Union européenne visant à élargir et à approfondir ses relations avec les pays du Sud-est méditerranéen. Il s'agit d'un accord de partenariat de grande envergure dont les retombées sont toutes à la fois économiques, financières, sociales, culturelles, technologiques, politiques et sécuritaires. Au centre de l'accord, la libéralisation progressive du commerce des biens et des services, ainsi qu'une libéralisation accrue des mouvements de capitaux.

IV: Climat des affaires en Algérie: carences et perspectives d'amélioration:

Nonobstant la capacité de l'Algérie en les investissements directs étrangers, et malgré les efforts gigantesques qui ont été consentis afin d'interpréter dans la réalité juridique le régime propice à l'égard de l'IDE, malgré cette vigoureuse détermination politique, d'abondants obstacles à

l'investissement persistent et sont de nature à décourager les IDE désireux de venir s'implanter en Algérie.

IV.1 Réformes du secteur bancaire: un bilan mitigé :

Une étude, effectuée par des experts de l'Union Européenne montre que si l'Algérie dispose des chances véritables pour séduire les IDE en matière de taille de marché, énergie et coût de la main d'œuvre dont la qualification devait être modernisée néanmoins, l'état du système bancaire particulièrement forme la première contrainte importante à l'IDE, il est classé bien avant la sécurité du pays et la lourdeur des procédures douanières et administratives.

IV.2 Forces du potentiel d'investissement en Algérie

- ✓ Rétablissement des équilibres macroéconomiques ;
- ✓ Évaluation positive des réformes achevées par les milieux étrangers des affaires ;
- ✓ Volonté réformatrice des autorités ;
- ✓ Faible coût de l'énergie;
- ✓ Taille potentielle du marché s'élevant à 30 millions de consommateurs;
- ✓ Force de travail jeune et maîtrisant plusieurs langues.

IV.5 Faiblesses du potentiel d'investissement en Algérie

- ✓ Retard dans les infrastructures ;
- ✓ Ralentissement en matière de la mise en place des réformes de deuxième génération ;
- ✓ Ralentissement important quant aux réformes financières et bancaires ;
- ✓ Difficulté d'accès au financement pour les PME/PMI ;
- ✓ Secteur informel important ;
- ✓ Lenteurs judiciaires.

IV.6 Opportunités du potentiel d'investissement en Algérie

- ✓ Hydrocarbures et énergie ;
- ✓ Infrastructures des NTIC (IPS, E-banking, Satellite, Wireless...);
- ✓ Mines ;
- ✓ Agroalimentaire ;
- ✓ Privatisation d'Algérie Télécom en 2003 Troisième licence GSM ;
- ✓ Tourisme ;
- ✓ Électronique Parc technologique de Sidi-Abdallah.

IV.7 Menaces du potentiel d'investissement en Algérie

- ✓ Lenteur des déréglementations ;
- ✓ Lenteur bureaucratique de l'administration publique ;
- ✓ Retard dans la mise à niveau des fonctionnaires de l'administration publique ;
- ✓ Faible taux de pénétration des NTIC limitant le développement du secteur dans son ensemble ;
- ✓ Fuite des cerveaux.

Conclusion :

Le pouvoir algérien doit maintenant relever un défi de taille, à savoir le perfectionnement du climat des affaires et la création d'un environnement économique plus attrayant pour les IDE qui consent à l'Algérie d'être plus concurrentielle au niveau international, à savoir amplifier sa participation dans la production et les exportations mondiales, et assimiler l'évolution de la mondialisation de l'économie par le haut. L'Algérie doit agir en tant qu'acteur et non pas comme simple sujet passif et participer aux gains du libre échange et du commerce mondial.

L'amélioration du climat des affaires est, pour une bonne part, tributaire de la détermination de l'Algérie à poursuivre les réformes, parce que l'expérience des autres pays rivaux de l'Algérie montre que sauf les Etats déterminés à entreprendre des réformes jouissent pleinement et rapidement d'une croissance plus élevée et de l'investissement direct étranger. L'évolution économique favorable de la Jordanie et de la Tunisie est, selon toute vraisemblance liée aux réformes économiques de grande ampleur ayant escorté la libéralisation du commerce de ces pays. La Jordanie, la Tunisie et le Maroc ont enregistré un renforcement de leur croissance économique et des entrées d'IDE qui ont permis d'augmenter la part de marché de ces pays au niveau mondial.

Actuellement, l'économie algérienne est-elle attrayante et concurrentielle ? La réponse est malheureusement négative conformément à l'appréciation des organismes internationaux, le Fonds Monétaire International, le Forum de Davos et la Banque Mondiale en l'occurrence; cette dernière, et chaque année depuis dix ans, apprécie le climat des affaires en Algérie comme peu séduisant. Cela dégage pourquoi la majorité des entreprises étrangères s'entendent pour l'activité commerciale en Algérie et en ne procédant nullement à des investissements d'envergure, au moment où nos voisins les plus proches jouissent des privilèges que permettent les IDE. En illustrant cela, après Renault ayant opté pour la construction de sa première usine d'Afrique au Maroc, c'est au tour de Latécoère, l'essentiel

sous-traitant d'Airbus, de délocaliser son usine toulousaine vers le Maghreb. Cette fois, c'est la Tunisie qui a gagné le pari de la séduction de cet important investissement générateur d'un millier d'emplois.

C'est très évident que pour les investisseurs étrangers, seules comptent les tangibles options disponibles par les Etats d'accueil d'obtenir des taux de profit consistants, meilleurs ici qu'ailleurs, et les firmes multinationales apprécient ces options de profit à l'aune d'un certain nombre de paramètres connus, parce que les investisseurs étrangers supplient notamment une bonne lisibilité des horizons économiques de l'Etat d'accueil, des taux de croissances économiques captivants et un coût de travail performant pour une main-d'œuvre de bonne qualification.

Une étude du Conseil des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) a dévoilé que les rapports entre les Etats et les firmes multinationales s'appuient sur un différend, tandis que les Etats espèrent des IDE comme un support de développement et de croissance, les FMN maintiennent pour la perspective un impératif de rentabilité. Ces deux buts ne se croisent pas nécessairement. L'IDE est rentable pour l'Etat d'accueil si celui-ci dispose d'une palpable aptitude d'absorption conçue par une politique de développement harmonieuse, d'une matière grise tangible, d'entreprises locales concurrentielles, car l'IDE dans un Etat à économie désorganisée où les élites managériales sont peu nombreuses bénéficie simplement plus aux firmes multinationales qu'à l'Etat d'accueil.

Bibliographie:

Les ouvrages:

1. BENACHENHOU Abdellatif, *Les nouveaux investisseurs*, Alpha Design, 2006.
2. BOUZIDI Abdelmadjid, *Investissements directs étrangers: utiles, mais coûteux*.
3. REZIG Abdelouahab, *Algérie, Brésil et Corée de sud: trois expériences de développement*, OPU, Alger.
4. HARIRISON Andrew, ELSEY Ena, *Business international et mondialisation*, De Boeck, Bruxelles, 2004.
5. MAINGUY Claire, *L'impact des investissements directs étrangers sur les économies en développement*.
6. PEYRARD Josette, *Gestion financière internationale*, Librairie Vuibert, Paris, 1999.
7. SAVANT Karl, MALLAMPALLY Padma, *L'investissement direct étranger dans les pays en développement*, du site du FMI.
8. ALAYA Marouane, *Investissement direct étranger et croissance économique: une estimation à partir d'un modèle structurel pour les pays de la rive sud de la Méditerranée*, du site: www.beagle.u-bordeaux.fr/alaya.pdf.

9. CAVES Richard, FRANKEL Jeffrey, *Commerce et paiements internationaux*, De Boeck, Bruxelles, 2003.

Les sites internet:

1. www.animaweb.org: site de anima; *IDE dans la région MEDA en 2006*.
www.educnet.education.fr/insee: site de l'institut national français des statistiques et des études économiques (INFSEE).
www.imf.org: site du FMI; *Algérie: questions choisies*.
www.oecd/dataoecd/pdf: site de l'organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).
www.unctad.org/fr/docs: site de la CNUCED; Examen de la politique de l'investissement en Algérie.
www.unctad.org/fr/docs: site de la CNUCED; Le rapport 2006 sur l'investissement dans la monde.